



FEDERATION INTERNATIONALE DES ACTEURS
INTERNATIONAL FEDERATION OF ACTORS
INTERNATIONALER SCHAUSPIELERVERBAND
FEDERACION INTERNACIONAL DE ACTORES

Guild House, Upper St. Martin's Lane
Tel: +44 20 7379 0900
E-mail: office@fia-actors.com

London WC2H 9EG United Kingdom
Fax: +44 20 7379 8260
Website: www.fia-actors.com

President TOMAS BOLME

DOMINICK LUQUER General Secretary

REMARQUES INTRODUCTIVES DE LA FEDERATION INTERNATIONALE DES ACTEURS (FIA)

**« REUNION INTERGOUVERNEMENTALE INTER-SESSIONS RELATIVE A UN PLAN D'ACTION DE L'OMPI
POUR LE DEVELOPPEMENT »**

GENEVE, AVRIL 11-13, 2005

Merci Monsieur le Président de me donner la parole et permettez-moi de vous féliciter au nom de mon organisation pour votre élection ainsi que pour celle de votre Vice-président. Je souhaiterais aussi remercier le Secrétariat pour la qualité du travail de préparation qui nous permet aujourd'hui d'avoir ce dialogue constructif.

La Fédération Internationale des Acteurs soutient l'importance et la valeur ajoutée des droits de propriété intellectuelle – notamment des droits d'auteur et droits voisins – pour l'épanouissement culturel, social et culturel des pays du monde, y compris des pays en voie de développement. Nos membres, les artistes-interprètes, se trouvent au cœur de l'industrie culturelle, ainsi que des valeurs et des messages qu'elle véhicule. Qu'ils travaillent dans le domaine sonore ou audiovisuel – ils requièrent une protection adéquate et, notamment, des droits de propriété intellectuelle sur leur œuvre qu'ils puissent négocier pour en tirer une rémunération juste qui leur permette de vivre dignement de leur talent.

Notre expérience nous amène à affirmer sans hésitation que l'octroi de ces droits aux artistes interprètes et la mise en place d'un système qui en garantisse le respect effectif dans la vie de tous les jours est une condition indispensable pour l'épanouissement et l'enrichissement culturel de chaque pays. Il est ainsi d'importance capitale de compléter le cadre de la protection juridique accordée en la matière aux artistes interprètes. L'OMPI a un rôle extrêmement important à jouer à cet égard et nous l'encourageons à le poursuivre.

Des actions spécifiques devraient aussi viser à donner aux artistes la capacité de gérer et/ou négocier ces droits, ce qui implique forcément l'établissement d'organisations collectives réellement représentatives et fonctionnelles qui puissent renforcer leur pouvoir de négociation. Parmi ces dernières, on peut compter les sociétés de gestion collective mais aussi les guildes et organisation syndicales qui ont vocation à négocier les conditions minima d'exploitation du travail de leurs membres et parfois de l'ensemble de cette catégorie professionnelle – y compris en relation avec certains droits exclusifs.

Nous encourageons l'OMPI à mener des analyses approfondies sur le terrain, avec un regard particulier pour les pays en voie de développement, afin de vérifier le niveau de mise en œuvre dans la pratique des droits de propriété intellectuelle des artistes interprètes.

Très souvent, selon les informations dont nous disposons, ces droits existent peut-être mais exclusivement sur papier. En d'autres termes, ils ne sont pas appliqués et ne traduisent donc pas leur potentiel pour la création, la croissance culturelle, économique et sociale de ces pays. Enfin, en d'autres cas, les artistes interprètes n'ont aucun moyen d'en faire usage et d'en négocier efficacement l'exploitation.

Il n'est pas inapproprié de rappeler que, souvent dans les pays en voie de développement, les artistes interprètes travaillent encore – quand ils le peuvent – dans un cadre complètement éclaté et non réglementé, sans aucune protection, sans contrat, souvent sans rémunération, sans contrepartie avec laquelle négocier leurs conditions de travail ou en absence de tout cadre leur permettant de s'organiser et de négocier avec leurs employeurs, qu'il s'agisse d'employeurs du secteur privé ou – comme s'est souvent le cas – du secteur public. Les employeurs ne sont généralement pas organisés, ce qui rend toute approche à la négociation impossible. Dans un cadre aussi peu structuré, l'octroi de droits de propriété intellectuelle – bien qu'essentiel – doit pouvoir se compléter de mesures de soutien à l'organisation professionnelle, à la formation, à la structuration d'un dialogue véritable entre les acteurs principaux, qu'il s'agisse des organisations représentatives d'artistes interprètes, des employeurs ou même des gouvernements.

Nous encourageons ainsi l'établissement et le renforcement de partenariats entre l'OMPI et d'autres organisations internationales gouvernementales (comme, par exemple, l'OIT) ainsi que d'ONG, visant à développer une synergie qui ne soit pas exclusivement axé sur les droits de propriété intellectuelle mais aussi sur d'autres aspects importants et tout à fait complémentaires – tel que le dialogue social, l'accès aux nouvelles technologies, le soutien à la production et à la distribution de productions culturelles nationales, le soutien au marché de l'emploi dans le secteur culturel, la mise en place d'un véritable statut professionnel des artistes interprètes, l'éducation et la formation des usagers (ainsi que des employeurs et artistes) aux principes qui inspirent la propriété intellectuelle, etc. Notre organisation est prête à participer activement à ces actions, pour lesquelles des financements doivent toutefois être activement recherchés, dans le cadre de partenariats nouveaux.